|  |  |
| --- | --- |
| DEPARTEMENT  Des Landes  ----  Commune  De SEIGNOSSE  Nombre de Conseillers  En exercice : 27  Présents : 21  Absents : 6  Procurations : 5  Votants : 26  Date d’affichage :  1er mars 2022 | SEANCE DU 07 MARS 2022  L’An Deux Mille Vingt-deux, le 7 du mois de Mars 2022, à 19 heures, le conseil municipal, dûment convoqué le mardi 1er mars 2022, s’est réuni, à la salle de l’étage du Pôle Sportif Et Culturel Maurice Ravailhe, sous la présidence de Monsieur Le Maire, Pierre PECASTAINGS.  Mesdames, Valérie CASTAING-TONNEAU, Marie-Christine GRAZIANI, Marie-Astrid ALLAIRE, Juliane VILLACAMPA, Maud RIBERA, Coline COUREAU, Brigitte GLIZE, Martine BACON-CABY, Bernadette MAYLIE, Quitterie HILDELBERT, Sylvie CAILLAUX.  Messieurs, Pierre PECASTAINGS, Thomas CHARDIN, Pierre VAN DEN BOOGAERDE, Christophe RAILLARD, Alexandre D’INCAU, Marc JOLLY, Eric LECERF, Frédéric DARRATS, Lionel CAMBLANNE, Franck LAMBERT.  Lesquels forment la majorité des membres en exercice et peuvent délibérer valablement en exécution de l’article L.2121-17 du code général des collectivités territoriales.  Absents excusés : Monsieur Jérémie ELAN  Absents : Ø  Pouvoirs :  Madame Carine QUINOT a donné procuration à Monsieur Pierre VAN DEN BOOGAERDE  Madame Léa GRANGER a donné procuration à Madame Bernadette MAYLIE  Monsieur Rémy MULLER a donné procuration à Madame Juliane VILLACAMPA  Monsieur Alain BUISSON a donné procuration à Monsieur Lionel CAMBLANNE  Madame Adeline MOINDROT a donné procuration à Madame Marie-Astrid ALLAIRE  Secrétaire de séance : Coline COUREAU |

Approbation du précédent procès-verbal du 31 janvier 2O22

Unanimité

Décisions prises par M le Maire depuis le dernier conseil

Pas de remarques

Délibérations

Délibération 1

*Objet : Approbation du compte de gestion 2021 du budget principal*

*VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;*

*VU le Décret n°1587 du 29 Décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique ;*

Monsieur le Maire rappelle que le compte de gestion constitue la reddition des comptes du comptable à l'ordonnateur. Il doit être voté préalablement au compte administratif.

Après s’être fait présenter le budget primitif 2021 et les décisions modificatives qui s’y rattachent, les titres définitifs des créances à recouvrer, le détail des dépenses effectuées ;

Après s’être assuré que le receveur a repris dans ses écritures le montant de chacun des soldes figurant au bilan de l’exercice et qu’il a procédé à toutes les opérations d’ordre qu’il lui a été prescrit de passer dans ses écritures,

Considérant que les opérations de recettes et de dépenses paraissent régulières et suffisamment justifiées,

STATUANT sur l’ensemble des opérations effectuées du 1er janvier 2021 au 31 décembre 2021, y compris celles relatives à la journée complémentaire ;

STATUANT sur l’exécution du budget de l’exercice 2021 en ce qui concerne les différentes sections budgétaires ;

STATUANT sur la comptabilité des valeurs inactives ;

*Ayant entendu l’exposé du rapporteur ;*

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, à l’unanimité

Article 1 : Déclare que le compte de gestion du Budget principal de la commune, dressé, pour l’exercice 2021, par le receveur, visé et certifié par l’ordonnateur, n’appelle ni observation ni réserve de sa part.

Article 2 : Monsieur le Maire est chargé de notifier cette décision aux services préfectoraux ainsi qu’à Monsieur le Percepteur et de faire appliquer la présente délibération par les services concernés.

Délibération 2

*Objet : Approbation du compte de gestion 2021 du budget annexe forêt*

*VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;*

*VU le Décret n°1587 du 29 Décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique ;*

Monsieur le Maire rappelle que le compte de gestion constitue la reddition des comptes du comptable à l'ordonnateur. Il doit être voté préalablement au compte administratif.

Après s’être fait présenter le budget primitif 2021 et les décisions modificatives qui s’y rattachent, les titres définitifs des créances à recouvrer, le détail des dépenses effectuées ;

Après s’être assuré que le receveur a repris dans ses écritures le montant de chacun des soldes figurant au bilan de l’exercice et qu’il a procédé à toutes les opérations d’ordre qu’il lui a été prescrit de passer dans ses écritures,

Considérant que les opérations de recettes et de dépenses paraissent régulières et suffisamment justifiées,

STATUANT sur l’ensemble des opérations effectuées du 1er janvier 2021 au 31 décembre 2020, y compris celles relatives à la journée complémentaire ;

STATUANT sur l’exécution du budget de l’exercice 2021 en ce qui concerne les différentes sections budgétaires ;

STATUANT sur la comptabilité des valeurs inactives ;

*Ayant entendu l’exposé du rapporteur ;*

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, par 25 voix pour et 1 abstention (Christophe RAILLARD)

Article 1 : Déclare que le compte de gestion du Budget annexe Forêt de la commune dressé, pour l’exercice 2021, par le receveur, visé et certifié par l’ordonnateur, n’appelle ni observation ni réserve de sa part.

Article 2 : Monsieur le Maire est chargé de notifier cette décision aux services préfectoraux ainsi qu’à Monsieur le Percepteur et de faire appliquer la présente délibération par les services concernés.

Délibération 3

*Objet : Approbation du compte de gestion 2021 du budget annexe eau potable*

*VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;*

*VU le Décret n°1587 du 29 Décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique ;*

Monsieur le Maire rappelle que le compte de gestion constitue la reddition des comptes du comptable à l'ordonnateur. Il doit être voté préalablement au compte administratif.

Après s’être fait présenter le budget primitif 2021 et les décisions modificatives qui s’y rattachent, les titres définitifs des créances à recouvrer, le détail des dépenses effectuées ;

Après s’être assuré que le receveur a repris dans ses écritures le montant de chacun des soldes figurant au bilan de l’exercice et qu’il a procédé à toutes les opérations d’ordre qu’il lui a été prescrit de passer dans ses écritures,

Considérant que les opérations de recettes et de dépenses paraissent régulières et suffisamment justifiées,

STATUANT sur l’ensemble des opérations effectuées du 1er janvier 2021 au 31 décembre 2021, y compris celles relatives à la journée complémentaire ;

STATUANT sur l’exécution du budget de l’exercice 2021 en ce qui concerne les différentes sections budgétaires ;

*Ayant entendu l’exposé du rapporteur ;*

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, à l’unanimité

Article 1 : Déclare que le compte de gestion du Budget annexe eau potable de la commune, dressé, pour l’exercice 2021, par le receveur, visé et certifié par l’ordonnateur, n’appelle ni observation ni réserve de sa part.

Article 2 : Monsieur le Maire est chargé de notifier cette décision aux services préfectoraux ainsi qu’à Monsieur le Percepteur et de faire appliquer la présente délibération par les services concernés.

Délibération 4

*Objet : Approbation du compte de gestion 2021 du budget annexe assainissement*

*VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;*

*VU le Décret n°1587 du 29 Décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique ;*

Monsieur le Maire rappelle que le compte de gestion constitue la reddition des comptes du comptable à l'ordonnateur. Il doit être voté préalablement au compte administratif.

Après s’être fait présenter le budget primitif 2021 et les décisions modificatives qui s’y rattachent, les titres définitifs des créances à recouvrer, le détail des dépenses effectuées ;

Après s’être assuré que le receveur a repris dans ses écritures le montant de chacun des soldes figurant au bilan de l’exercice et qu’il a procédé à toutes les opérations d’ordre qu’il lui a été prescrit de passer dans ses écritures,

Considérant que les opérations de recettes et de dépenses paraissent régulières et suffisamment justifiées,

STATUANT sur l’ensemble des opérations effectuées du 1er janvier 2021 au 31 décembre 2021, y compris celles relatives à la journée complémentaire ;

STATUANT sur l’exécution du budget de l’exercice 2021 en ce qui concerne les différentes sections budgétaires ;

*Ayant entendu l’exposé du rapporteur ;*

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, à l’unanimité

Article 1 : Déclare que le compte de gestion du Budget annexe Assainissement de la commune, dressé, pour l’exercice 2021, par le receveur, visé et certifié par l’ordonnateur, n’appelle ni observation ni réserve de sa part.

Article 2 : Monsieur le Maire est chargé de notifier cette décision aux services préfectoraux ainsi qu’à Monsieur le Percepteur et de faire appliquer la présente délibération par les services concernés.

Délibération 5

*Objet : Approbation du compte administratif 2021 budget principal*

*VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L.2121-31 relatif à l’adoption du compte administratif et du compte de gestion ;*

*VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.2121-14 et L.2121-21 relatifs à la désignation d’un président autre que le Maire pour présider au vote du Compte administratif et aux modalités de scrutin pour les votes ;*

*VU le compte de gestion de l’exercice 2021 dressé par le comptable ;*

CONSIDERANT la présentation du budget primitif de l’exercice 2021 et des délibérations modificatives qui s’y rattachent, les titres définitifs des créances à recouvrer, le détail des dépenses effectuées et celui des mandats délivrés, les bordereaux de titres de recette, les bordereaux de mandats, le compte administratif dressé par l’ordonnateur accompagné du compte de gestion du receveur ;

CONSIDERANT que M. Pierre PECASTAINGS, Maire et ordonnateur lors de l’exercice 2021, s’est retiré et ne participe pas au vote,

CONSIDERANT l’élection de Monsieur Thomas CHARDIN, adjoint au maire, comme président de séance pour le vote du compte administratif ;

CONSIDERANT que Pierre PECASTAINGS a normalement administré, pendant le cours de l’exercice 2021, les finances en poursuivant le recouvrement de toutes les créances et n’ordonnançant que les dépenses justifiées;

*Ayant entendu l’exposé du rapporteur ;*

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, par 19 voix pour et 6 voix contre (Christophe RAILLARD, Lionel CAMBLANNE, Alain BUISSON, Sylvie CAILLAUX, Marie-Astrid ALLAIRE, Adeline MOINDROT)

Monsieur Pierre PECASTAINGS a quitté la salle pour le vote.

Article 1 : Approuve le compte administratif 2021 du budget principal de la commune et de fixer comme suit les résultats des différentes sections budgétaires.



Article 2 : Monsieur le Maire est chargé de notifier cette décision aux services préfectoraux ainsi qu’à Monsieur le Percepteur et de faire appliquer la présente délibération par les services concernés.

Délibération 6

*Objet : Approbation du compte administratif 2021 budget annexe Forêt*

*VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L.2121-31 relatif à l’adoption du compte administratif et du compte de gestion ;*

*VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.2121-14 et L.2121-21 relatifs à la désignation d’un président autre que le Maire pour présider au vote du Compte administratif et aux modalités de scrutin pour les votes ;*

*VU le compte de gestion de l’exercice 2021 dressé par le comptable ;*

CONSIDERANT la présentation du budget primitif de l’exercice 2021 et des délibérations modificatives qui s’y rattachent, les titres définitifs des créances à recouvrer, le détail des dépenses effectuées et celui des mandats délivrés, les bordereaux de titres de recette, les bordereaux de mandats, le compte administratif dressé par l’ordonnateur accompagné du compte de gestion du receveur ;

CONSIDERANT que M. Pierre PECASTAINGS, Maire et ordonnateur lors de l’exercice 2021, s’est retiré et ne participe pas au vote,

CONSIDERANT l’élection de Monsieur Thomas CHARDIN adjoint au maire, comme président de séance pour le vote du compte administratif ;

CONSIDERANT que Pierre PECASTAINGS a normalement administré, pendant le cours de l’exercice 2021, les finances en poursuivant le recouvrement de toutes les créances et n’ordonnançant que les dépenses justifiées ;

*Ayant entendu l’exposé du rapporteur ;*

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, par 19 voix pour et 6 abstentions (Christophe RAILLARD, Lionel CAMBLANNE, Alain BUISSON, Sylvie CAILLAUX, Marie-Astrid ALLAIRE, Adeline MOINDROT)

Monsieur Pierre PECASTAINGS ayant quitté la salle pour le vote.

Article 1 : Approuve le compte administratif 2021 du budget annexe Forêt de la commune et de fixer comme suit les résultats des différentes sections budgétaires.



Article 2 : Monsieur le Maire est chargé de notifier cette décision aux services préfectoraux ainsi qu’à Monsieur le Percepteur et de faire appliquer la présente délibération par les services concernés.

Délibération 7

*Objet : Approbation du compte administratif 2021 budget annexe Eau potable*

*VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L.2121-31 relatif à l’adoption du compte administratif et du compte de gestion ;*

*VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.2121-14 et L.2121-21 relatifs à la désignation d’un président autre que le Maire pour présider au vote du Compte administratif et aux modalités de scrutin pour les votes ;*

*VU le compte de gestion de l’exercice 2021 dressé par le comptable ;*

CONSIDERANT la présentation du budget primitif de l’exercice 2021 et des délibérations modificatives qui s’y rattachent, les titres définitifs des créances à recouvrer, le détail des dépenses effectuées et celui des mandats délivrés, les bordereaux de titres de recette, les bordereaux de mandats, le compte administratif dressé par l’ordonnateur accompagné du compte de gestion du receveur ;

CONSIDERANT que M. Pierre PECASTAINGS, Maire et ordonnateur lors de l’exercice 2021, s’est retiré et ne participe pas au vote,

CONSIDERANT l’élection de Monsieur Thomas CHARDIN adjoint au maire, comme président de séance pour le vote du compte administratif ;

CONSIDERANT que Pierre PECASTAINGS a normalement administré, pendant le cours de l’exercice 2021, les finances en poursuivant le recouvrement de toutes les créances et n’ordonnançant que les dépenses justifiées;

*Ayant entendu l’exposé du rapporteur ;*

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, avec 25 voix pour

Monsieur Pierre PECASTAINGS ayant quitté la salle pour le vote.

Article 1 : Approuve le compte administratif 2021 du budget annexe Eau potable de la commune et de fixer comme suit les résultats des différentes sections budgétaires.



Article 2 : Monsieur le Maire est chargé de notifier cette décision aux services préfectoraux ainsi qu’à Monsieur le Percepteur et de faire appliquer la présente délibération par les services concernés.

Délibération 8

*Objet : Approbation du compte administratif 2021 budget annexe Assainissement*

*VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L.2121-31 relatif à l’adoption du compte administratif et du compte de gestion ;*

*VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.2121-14 et L.2121-21 relatifs à la désignation d’un président autre que le Maire pour présider au vote du Compte administratif et aux modalités de scrutin pour les votes ;*

*VU le compte de gestion de l’exercice 2021 dressé par le comptable ;*

CONSIDERANT la présentation du budget primitif de l’exercice 2021 et des délibérations modificatives qui s’y rattachent, les titres définitifs des créances à recouvrer, le détail des dépenses effectuées et celui des mandats délivrés, les bordereaux de titres de recette, les bordereaux de mandats, le compte administratif dressé par l’ordonnateur accompagné du compte de gestion du receveur ;

CONSIDERANT que M. Pierre PECASTAINGS, Maire et ordonnateur lors de l’exercice 2021, s’est retiré et ne participe pas au vote,

CONSIDERANT l’élection de Monsieur, adjoint au maire, comme président de séance pour le vote du compte administratif ;

CONSIDERANT que Pierre PECASTAINGS a normalement administré, pendant le cours de l’exercice 2021, les finances en poursuivant le recouvrement de toutes les créances et n’ordonnançant que les dépenses justifiées;

*Ayant entendu l’exposé du rapporteur ;*

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, avec 25 voix pour

Monsieur Pierre PECASTAINGS ayant quitté la salle pour le vote.

Article 1 : Approuve le compte administratif 2021 du budget annexe assainissement de la commune et de fixer comme suit les résultats des différentes sections budgétaires.



Article 2 : Monsieur le Maire est chargé de notifier cette décision aux services préfectoraux ainsi qu’à Monsieur le Percepteur et de faire appliquer la présente délibération par les services concernés.

Délibération 9

*Objet : Approbation de l'affectation des résultats 2021 du budget principal*

*VU le code général des collectivités territoriales ;*

*VU l’approbation du compte administratif 2021 du budget principal ;*

CONSIDERANT les éléments détaillés ci-dessous :

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| Résultat de fonctionnement antérieur reporté | | | | 3 178 413,21 |
| Résultat d'investissement antérieur reporté | | | | 3 409 470,25 |
| SOLDE D'EXECUTION DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT AU 31/12/2021 | | | | |
| Solde d'exécution de l'exercice | | | | 576 237,81 |
| Solde d'exécution cumulé | | | | 3 985 708,06 |
| RESTE A REALISER AU 31/12/2021 | | | | |
| Dépenses d'investissement | | | | 1 428 009,00 |
| Recettes d'investissement | | | | 657 104,00 |
| Solde | | | | -770 905,00 |
| RESULTAT DEFINITIF DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT | | |  | 3 214 803,06 |
| Besoin de financement |  |  |  | 0,00 |
| RESULTAT DE FONCTIONNEMENT A AFFECTER | | | | |
| Résultat de l'exercice | | | | 2 058 143,80 |
| Solde d'exécution cumulé | | | | 5 236 557,01 |
| TOTAL A AFFECTER à 2022 | | | | 5 236 557,01 |

*Ayant entendu l’exposé du rapporteur ;*

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, décide à l’unanimité

Article 1 : d’affecter le résultat cumulé 2021 de la section de fonctionnement du budget principal comme suit :

Affectation en section d’investissement (1068) = 0 €

Excédent de fonctionnement à reporter au budget 2022 = 5 236 557.01  €

(report à nouveau créditeur 002)

Article 2 : Monsieur le Maire est chargé de notifier cette décision aux services préfectoraux ainsi qu’à Monsieur le Percepteur et de faire appliquer la présente délibération par les services concernés.

Délibération 10

*Objet : Approbation de l'affectation des résultats 2021 du budget annexe Forêt*

*VU le code général des collectivités territoriales ;*

*VU l’approbation du compte administratif 2021 du budget annexe Forêt ;*

CONSIDERANT les éléments détaillés ci-dessous :

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| Résultat de fonctionnement antérieur reporté | | | | 469 855,10 |
| Résultat d'investissement antérieur reporté | | | | -97 886,72 |
| SOLDE D'EXECUTION DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT AU 31/12/2020 | | | | |
| Solde d'exécution de l'exercice | | | | 79 443,54 |
| Solde d'exécution cumulé | | | | -18 443,18 |
| RESTE A REALISER AU 31/12/2020 | | | | |
| Dépenses d'investissement | | | | 4 850 |
| Recettes d'investissement | | | | 0,00 |
| Solde | | | | -4 850,00 |
| RESULTAT DEFINITIF DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT | | |  | -23 293,18 |
| Besoin de financement selon résultat 2021 |  |  |  | 23 293,18 |
| TOTAL AFFECTE EN INVESTISSEMENT SUR 2022 au 1068 | | |  | 125 060 |
| RESULTAT DE FONCTIONNEMENT A AFFECTER | | | | |
| Résultat de l’exercice | | | | 59 235,81 |
| Solde d’exécution cumulé | | | | 529 090,91 |
| TOTAL A AFFECTER 002 | | | | 404 030,91 |

*Ayant entendu l’exposé du rapporteur ;*

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, décide à l’unanimité

Article 1 : d’affecter le résultat cumulé 2021 de la section de fonctionnement du budget annexe Forêt comme suit :

Affectation en section d’investissement au 1068 = 125 060 €

Excédent de fonctionnement à reporter au budget 2022 = 404 030.91 €

(Report à nouveau créditeur 002)

Article 2 : Monsieur le Maire est chargé de notifier cette décision aux services préfectoraux ainsi qu’à Monsieur le Percepteur et de faire appliquer la présente délibération par les services concernés.

Délibération 11

*Objet : Approbation du budget primitif 2022 du budget principal*

*VU les articles L.2311-1, L.2312-1 et suivants du code général des collectivités territoriales relatifs au vote du budget primitif ;*

*VU l’instruction budgétaire et comptable M14 applicable au budget principal ;*

*Vu l’approbation du compte administratif 2021 et l’affectation des résultats de fonctionnement 2021, lors de cette même séance du Conseil municipal ;*

*Vu le débat d’orientation budgétaire tenu lors de la séance du conseil municipal en date du 31 janvier 2022 ;*

*Vu la présentation des nouvelles propositions pour le budget 2022 à la commission des finances en date du 25 février 2022 ;*

*CONSIDERANT la présentation du projet de budget primitif 2022 du budget principal au conseil municipal par section et par chapitre ;*

*CONSIDERANT la proposition de voter le budget primitif 2022 du budget principal par chapitre ;*

*Ayant entendu l’exposé de Monsieur Le Maire sur la présentation du budget primitif 2022 du budget principal équilibré en recettes et en dépenses comme suit :*

* *13 825 800 € en section de fonctionnement*
* *13 234 000 € en section d’investissement;*

*Ayant entendu l’exposé du rapporteur ;*

*Après en avoir délibéré, le conseil municipal, décide par 15 voix pour, 10 voix contre (Bernadette MAYLIE, Léa GRANGER, Juliane VILLACAMPA, Rémy MULLER, Christophe RAILLARD, Lionel CAMBLANNE, Alain BUISSON, Sylvie CAILLAUX, Marie-Astrid ALLAIRE, Adeline MOINDROT) et 1 abstention (Quitterie HILDELBERT)*

Article 1 : d’adopter le budget primitif 2022 du budget principal selon les montants indiqués ci-dessous en dépenses et recettes pour les sections de fonctionnement et d’investissement.





Article 2 : Monsieur le Maire est chargé de notifier cette décision aux services préfectoraux ainsi qu’à Monsieur le Percepteur et de faire appliquer la présente délibération par les services concernés.

Délibération 12

*Objet : Approbation du budget primitif 2022 du budget annexe FORET*

*VU les articles L.2311-1, L.2312-1 et suivants du code général des collectivités territoriales relatifs au vote du budget primitif ;*

*VU l’instruction budgétaire et comptable M14 applicable au budget annexe forêt;*

*Vu l’approbation du compte administratif 2021 et l’affectation des résultats de fonctionnement 2021, lors de cette même séance du Conseil municipal ;*

*Vu le débat d’orientation budgétaire tenu lors de la séance du conseil municipal en date du 31 janvier 2022*

*Vu la présentation des nouvelles propositions pour le budget 2022 à la commission des finances en date du 25 février 2022 ;*

*CONSIDERANT la présentation du projet de budget primitif 2022 du budget annexe forêt au conseil municipal par section et par chapitre ;*

*CONSIDERANT la proposition de voter le budget primitif 2022 du budget annexe forêt par chapitre ;*

*Ayant entendu l’exposé de Monsieur Le Maire sur la présentation du budget primitif 2021 du budget annexe forêt équilibré en recettes et en dépenses comme suit :*

* *655 500 € en section de fonctionnement*
* *515 000 € en section d’investissement;*

*Ayant entendu l’exposé du rapporteur ;*

*Après en avoir délibéré, le conseil municipal, décide par 20 voix pour et 6 abstentions (Christophe RAILLARD, Lionel CAMBLANNE, Alain BUISSON, Sylvie CAILLAUX, Marie-Astrid ALLAIRE, Adeline MOINDROT)*

Article 1 : d’adopter le budget primitif 2022 du budget annexe forêt selon les montants indiqués ci-dessous en dépenses et recettes pour les sections de fonctionnement et d’investissement.



Article 2 : Monsieur le Maire est chargé de notifier cette décision aux services préfectoraux ainsi qu’à Monsieur le Percepteur et de faire appliquer la présente délibération par les services concernés.

Délibération 13

OBJET : VOTE DES TAUX DE FISCALITE DIRECTE LOCALE 2022

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu l'article 16 de la loi n°2019-1479 de finances pour 2020 lequel prévoit la suppression progressive de la taxe d’habitation sur les résidences principales et un nouveau schéma de financement des collectivités territoriales et de leurs groupements,

Considérant que la suppression de la taxe d’habitation sur les résidences principales est compensée depuis 2021 par le transfert aux communes de la part départementale de la Taxe Foncière sur les Propriétés Bâties (TFPB).

CONSIDERANT que la commune de Seignosse doit voter le taux 2022 des taxes foncières bâties et non bâties,

Monsieur le Maire propose de ne pas augmenter les taux communaux de taxes foncières bâties et non bâties,

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, décide à l’unanimité

Article 1 : Fixe pour l’année 2022 les taux des taxes directes locales foncières bâties et non bâties comme suit :

|  |  |
| --- | --- |
| TAXES | TAUX |
| Taxe Foncière Bâtie | 28.63 % |
| Taxe Foncière Non Bâtie | 19.71 % |

Article 2 : Charge Monsieur le Maire de notifier cette décision aux services préfectoraux ainsi qu’à Monsieur le Comptable public et de faire appliquer la présente délibération par les services concernés.

Article 3 : Précise que le montant total prévisionnel 2022 au titre de la fiscalité directe locale inscrit au BP 2022 sera si nécessaire actualisé par décision modificative, après notification par les services fiscaux, de l’état 1259.

Délibération 14

*Objet : Approbation des montants de subventions 2022 aux associations*

*VU le code général des collectivités territoriales ;*

*VU l’instruction 85-147 MO du 20/11/85 qui dispose que les crédits ouverts à l’article 6574 ne peuvent faire l’objet d’une dépense effective qu’à raison d’une décision individuelle d’attribution ;*

*CONSIDERANT les demandes de subventions émises par les associations ;*

*VU la présentation en commission Associations Culture, Associations, tourisme en date du 28 février 2022,*

*Ayant entendu l’exposé du rapporteur,*

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, par 25 voix pour et Coline COUREAU ne prend pas part au vote

*DECIDE*

Article 1 : ATTRIBUE les subventions 2022 aux associations comme suit :

|  |  |
| --- | --- |
| ASSOCIATIONS | Montant subvention proposée en 2022 |
| LOU SURFOU | 3 000,00 € |
| CLUB BOULISTE | 800,00 € |
| CLUB DE CYCLOTOURISME | 500,00 € |
| FOOTBALL CLUB | 14 000,00 € |
| GOLF ASSO SPORTIVE DE SEIGNOSSE | 1 400,00 € |
| JUDO CLUB SEIGNOSSAIS | 800,00 € |
| LES ECUREUILS SEIGNOSSAIS | 1 500,00 € |
| TENNIS CLUB | 1 300,00 € |
| DANSE JAZZ | 2 500,00 € |
| DANSE EN CORPS CLASSIQUE | 500,00 € |
| SOURCES DE NOS RESSOURCES | 200,00 € |
| LE NOUN GYMNASTIQUE | 800,00 € |
| BABY'S UP | 300,00 € |
| COLLEGE JEAN ROSTAND - ASSOCIATION SPORTIVE DU COLLEGE | 300,00 € |
| KARATE CLUB SEIGNOSSE | 300,00 € |
| ACS | 1 500,00 € |
| ART QUILT SEIGNOSSE | 300,00 € |
| BIBLIOTHEQUE POUR TOUS | 2 500,00 € |
| LE MIMOSA SEIGNOSSAIS | 1 500,00 € |
| DU PIN SUR LES PLANCHES | 1 300,00 € |
| UNC DE SEIGNOSSE | 1 200,00 € |
| HANCORPS PLUS | 1 400,00 € |
| LA BERGERIE DU CYGNE | 800,00 € |
| MEDAILLES MILITAIRES | 50,00 € |
| ACCA | 1 775,00 € |
| ABRI | 600,00 € |
| LANDES MUSIQUE AMPLIFIEE (LMA)  La subvention sera accordée sous réserve du déroulement de l’action Musique/surf | 1 500,00 € |
| OCEAN LIFE  La subvention sera accordée sous réserve du déroulement de l’action Swimrun | 1 300,00 € |
| LITTLE IS BETTER  La subvention sera accordée sous réserve du déroulement de l’action Little festival | 3 000,00 € |
| LITTLE IS BETTER  La subvention sera accordée sous réserve du déroulement de l’action Festival Faim d’été | 6 500,00 € |
| ECOLES DE SEIGNOSSE (OCCE)  Si dans le contexte sanitaire actuel, les projets de classes et de sorties scolaires sont annulés, le montant de la subvention versée au titre de l’année 2022 se limitera à un montant de 1000 € | 7 700,00 € |
| LIRE SUR LA VAGUE  La subvention sera accordée sous réserve du déroulement de l’action de distribution de livres aux petites sections de maternelle (PS). Elle sera ajustée en fonction du nombre réel de PS à la rentrée 2022 à raison de 5 euros par élève supplémentaire scolarisé en PS | 255,00 € |
| LIRE SUR LA VAGUE  La subvention sera accordée sous réserve du déroulement de l’action Festival lire sur la vague | 15 000,00 € |
| TOTAL ASSOCIATION + ECOLES | 76 380,00 € |

Article 2 : Monsieur le Maire est chargé de notifier cette décision aux services préfectoraux ainsi qu’à Monsieur le Percepteur et de faire appliquer la présente délibération par les services concernés.

Délibération 15

Objet : Service Petite enfance – DSP Micro-crèche Ilots câlins, 2, rue de l’Amiral Béranger – 40510 Seignosse

*VU le code général des collectivités locales et particulièrement ses article L1411-1 à L1411-18, R. 1411-1, R.1411-2*

*CONSIDERANT la délibération du Conseil municipal de la Commune de Seignosse du 27/09/2021 décidant la délégation de la gestion de la micro-crèche par voie d’affermage ;*

*CONSIDERANT la publication de l’appel public à concurrence du 15/10/2021 fixant au 15/11/2021 la date limite de remise des offres ;*

*CONSIDERANT le procès-verbal du 06/01/2022 de la commission de DSP dont l’ordre du jour était l’ouverture des plis de candidatures, l’analyse et la validation des candidatures, puis l’ouverture des plis d’offres des candidats admis à présenter une candidature et l’analyse des offres ;*

*CONSIDERANT l’avis de la Commission Enfance – Jeunesse – Ecoles en date du 25/01/2022.*

*CONSIDERANT le rapport au Conseil Municipal concernant le choix du candidat et l’économie globale du projet ;*

*CONSIDERANT le projet de convention de délégation de service publique concernant l’affermage en vue de l’exploitation de la micro-crèche ;*

*Ayant entendu l’exposé de Monsieur Le Maire,*

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, à l’unanimité

Article 1 : approuve la convention de délégation de service public – affermage en vue de l’exploitation de la micro-crèche Ilots câlins

Article 2 : autorise Monsieur le Maire à signer la convention de délégation de service public - l’affermage en vue de l’exploitation de la micro-crèche avec l’association Enfance Pour Tous.

Article 3 : Autorise Monsieur le Maire à solliciter et signer toutes demandes subventions liées au fonctionnement de la micro-crèche, et notamment auprès de la CAF.

Article 4 : charge Monsieur le Maire de notifier cette décision aux services préfectoraux ainsi qu’à Monsieur le Percepteur et de faire appliquer la présente délibération par les services concernés.

Délibération 16

*Objet : Attribution de la DSP pour la concession de restauration plage de l’Agréou saison 2022*

VU le code général des collectivités locales et particulièrement ses article L1411-1 à L1411-18, R. 1411-1, R.1411-2

VU l’arrêté préfectoral du 13 septembre 2016, autorisant la commune de Seignosse à utiliser pour une durée de six ans les plages du domaine maritime de l’Etat selon les clauses et conditions de la convention annexée à l’arrêté suscité,

CONSIDERANT que par délibération n°112 en date du 25 octobre 2016, le conseil municipal a approuvé le principe de délégation du service public pour la gestion du domaine maritime concédé, par la voie de contrat d’affermage ;

CONSIDERANT la publication de l’appel public à concurrence du 17 novembre 2021 pour l’exploitation de la concession de restauration de la plage de l’Agréou, fixant au 15 décembre 2021 la date limite de remise des offres ;

CONSIDERANT le procès-verbal de la commission de DSP du 6 janvier 2022 dont l’ordre du jour était l’ouverture des plis de candidatures, l’analyse et la validation des candidatures, puis l’analyse des offres des candidats retenus ;

CONSIDERANT l’avis de la Commission Administration générale en date du 25 février 2022,

CONSIDERANT le rapport au Conseil Municipal concernant le choix du candidat et l’économie globale du projet ;

CONSIDERANT le projet de sous-traité d’exploitation lié à l’occupation du domaine public maritime concédé plage de l’Agréou,

Ayant entendu l’exposé de Monsieur Le Maire,

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, par 24 voix pour et 2 abstentions (Juliane VILLACAMPA, Léa GRANGER)

Article 1 : Approuve le sous-traité d’exploitation lié à l’occupation du domaine public maritime concédé plage de l’Agréou pour une activité de buvette restauration,

Article 2 : Autorise Monsieur le Maire à signer le sous-traité d’exploitation lié à l’occupation du domaine public maritime concédé plage de l’Agréou, avec M. COURAU Eric ou la société qu’il constituera en vue de l’exploitation de cette concession.

Délibération 17

*Objet : Approbation de la subdélégation de l’activité restaurant-Bar du camping Naturéo*

*CONSIDERANT la concession de service public attribuée à la SAS Golden Team pour la gestion et l’exploitation d’un camping désormais intitulé Village Naturéo ;*

*CONSIDERANT le caractère intuitu personae, résultant des articles 1.5 « Conditions de cession de parts » et 8.3 « Cession de la concession » du contrat initial ;*

*CONSIDERANT la demande de la SAS Golden Team de subdéléguer la gestion de l’activité de Restaurant – Bar Licence IV à la société YAFLOVI représentée par Madame Florence LAVAYSSIERE et son époux,*

*Ayant entendu l’exposé de Monsieur le Maire,*

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, décide, à l’unanimité

Article 1 : d’autoriser la SAS Golden Team à signer un contrat de subdélégation de l’activité de restaurant et de bar Licence IV avec la société YAFLOVI représentée par Madame Florence LAVAYSSIERE et son époux.

Article 2 : Monsieur le Maire est chargé, pour ce qui le concerne, de l’exécution de la présente délibération.

Délibération 18

Objet : Approbation d’ouverture des emplois temporaires pour faire face à un besoin lié à un d’accroissement saisonnier d’activité

*VU le code général des collectivités territoriales ;*

*VU la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, et notamment l’article 3 I 2° relatif au recrutement d’agents non titulaires pour exercer des fonctions correspondant à un accroissement saisonnier d’activité, pour une durée maximale de 6 mois sur une période consécutive de 12 mois ;*

*VU le décret n° 88-145 du 15 février 1988 relatif aux agents contractuels de la Fonction Publique Territoriale ;*

*CONSIDERANT que l’activité touristique saisonnière de la station nécessite des renforts ponctuels pour différents services de la commune, Seignosse étant classée station de tourisme par décret du 19 avril 2017 (valide jusqu'au 18 avril 2029) ;*

*CONSIDERANT que les postes seront ouverts dans les limites indiquées dans le tableau récapitulatif ;*

Ayant entendu l’exposé du rapporteur,

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, décide à l’unanimité

Article 1 : de créer les emplois temporaires pour la saison estivale 2022 tel qu’indiqués ci-dessous :

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| ACCUEIL COLLECTIF DE MINEURS - 13 postes vacances d'été | | | | |
| Vacances d’été | | | | |
| Nombre | Grade ou dénomination | Temps de travail | Période maximale | Rémunération |
| 13 | Adjoint d’animation | Complet | 08/07/2022 au 31/08/2022 | Adjoint d’animation, 1er échelon Echelle C1, indice brut 367 |

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| ESPACE JEUNES - 1 poste vacances d'été | | | | |
| Nombre | Grade ou dénomination | Temps de travail | Période maximale | Rémunération |
| 1 | Adjoint d’animation | Complet | 08/07/2022 au 31/08/2022 | Adjoint d’animation, 1er échelon Echelle C1, indice brut 367 |

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| ENTRETIEN – 1 poste | | | | |
| Nombre | Grade ou dénomination | Temps de travail | Période maximale | Rémunération |
| 1 | Agent d’entretien | Complet | 01/08/2022 au  31/08/2022 | Adjoint technique, 1er échelon Echelle C1, indice brut 367 |

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| POLICE MUNICIPALE – 10 postes | | | | |
| Nombre | Grade ou dénomination | Temps de travail | Période maximale | Rémunération |
| 10 | Gardien-brigadier de Police Municipale | Complet | 01/05/2022 au 31/10/2022 | Gardien-brigadier de Police Municipale, 1er échelon, indice brut 368 |

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| VOIRIE - 15 postes | | | | |
| Nombre | Grade ou dénomination | Temps de travail | Période maximale | Rémunération |
| 15 | Agent des Services Techniques | Complet | 02/05/2022 au 31/10/2022 | Adjoint Technique, 1er échelon, Echelle C1, indice brut 367 |

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| SURVEILLANCE DES PLAGES - 49 postes | | | | |
| Nombre | Grade ou dénomination | Temps de travail | Période maximale | Rémunération |
| 4 | Chefs de Poste Sauveteur nautique | Complet | 16/04/2022 au 31/10/2022 | 1 ou 2 années expérience EAPS 7ème échelon, indice brut 452  3 ou 4 années expérience ASPA 8ème échelon, indice brut 478  5 ans ou plus d’expérience EAPS 9ème échelon, indice brut 500 |
| 4 | Adj au Chef de Poste Sauveteur nautique | Complet | 16/04/2022 au 31/10/2022 | EAPS, 6ème Echelon, indice brut 431 |
| 41 | Sauveteur nautique | Complet | 16/04/2022 au 31/10/2022 | 1 ou 2 années d'expérience sur la Côte landaise : EAPS, 1er échelon, indice brut 372  3 ou 4 années d'expérience sur la Côte landaise : EAPS 2ème échelon, indice brut 379  5 ou 6 années d'expérience sur la Côte landaise : EAPS 3ème échelon, indice brut 388  7 ou 8 années d'expérience sur la Côte landaise : EAPS 4ème échelon, indice brut 397  9 ans ou plus d’expérience sur la Côte landaise et/ou qui ne peuvent accéder aux fonctions d’adjoints ou de chefs de poste en raison de la présence des fonctionnaires des CRS dans leur poste de secours : EAPS, 5ème échelon, indice brut 415 |

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| ADMINISTRATIF – 1 poste | | | | |
| Nombre | Grade ou dénomination | Temps de travail | Période maximale | Rémunération |
| 1 | Agent d’accueil | Complet | 25/07/2022 au 02/09/2022 | Adjoint administratif, 1er échelon, indice brut 367 |

Article 3 : de charger Monsieur le Maire de procéder au recrutement de ces agents.

Article 4 : que les postes ouverts pour une durée donnée peuvent être scindés en plusieurs recrutements successifs d’agents contractuels sur une période et pour une durée conforme au tableau ci-dessus.

Article 5 : que le recrutement de l’agent se fera par contrat de travail de droit public conformément à l’article 3 2° de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, pour une durée maximale de 6 mois sur une période consécutive de 12 mois.

Article 6 : que les agents contractuels recrutés par la commune pour des besoins occasionnels percevront une indemnité pour congés payés équivalent à 1/10° du salaire brut qui leur sera versée à l’issue de leur contrat à durée déterminée.

Article 7 : que les crédits nécessaires à la rémunération des agents nommés et des charges sociales s’y rapportant seront inscrits au budget, aux chapitres et articles prévus à cet effet.

Délibération 19

Objet : Projet d’aménagement d’un point d’accueil nature à l’Etang Blanc – Bilan de la procédure de mise à disposition du projet au public

*VU le code de l’environnement, et notamment ses articles L.121-15-1 et suivants ;*

*VU le code de l’urbanisme, et notamment ses articles L.103-2 et suivants, et L.300-2 et suivants ;*

*VU la délibération n°9 du Conseil Municipal du 13 décembre 2021, lançant la procédure de mise à disposition au public du projet d’aménagement d’un point d’accueil nature à l’Etang Blanc ;*

*VU l’avis favorable de la commission urbanisme en date 24 février 2022 ;*

*CONSIDERANT que la procédure de mise à disposition du projet au public prévoyait :*

* *La création d’une rubrique dédiée au projet d’aménagement des berges de l’Etang Blanc, sur la plateforme communale « participez.seignosse.fr », permettant à la population de consulter le projet et son avancement, ainsi que de formuler des observations :*
  + *Création de la rubrique le 08/12/2021, accessible sous le lien* [*https://participez.seignosse.fr/processes/etang-blanc*](https://participez.seignosse.fr/processes/etang-blanc)
* *L’organisation d’une réunion publique pour présenter le projet à la population, qui a eu lieu le 9 décembre 2021 ;*
* *L’information régulière de la population à travers la parution d’articles dans le bulletin municipal de la Commune de Seignosse « La Nouvelle » :*
  + *Parution d’un premier Hors-Série « Seignosse à venir », expliquant le projet d’aménagement d’un point d’accueil nature à l’Etang Blanc, avec la Nouvelle du 23 novembre 2021,*
  + *Article « Seignosse à venir se construit avec vous dans La Nouvelle du 24 janvier 2022.*
* *La rédaction et mise à disposition d’un carnet de la concertation, synthétisant les remarques formulées et leur prise en compte dans le projet, ci-annexé.*

*CONSIDERANT qu’il appartient au Conseil Municipal de prendre acte de cette procédure de mise à disposition du projet au public et de tirer le bilan de la concertation ;*

Ayant entendu l’exposé du rapporteur ;

Après en avoir délibéré, le conseil municipal par 25 voix pour et 1 voix contre (Léa GRANGER) ;

DECIDE

Article 1 : de prendre acte du bilan de la procédure de mise à disposition au public du projet d’aménagement d’un point d’accueil nature à l’Etang Blanc, tel que décrit dans le carnet de la concertation, ci-annexé.

Article final : Messieurs le Maire et l’adjoint en charge de l’urbanisme, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l’exécution de la présente délibération.

Délibération 20

*Objet : Installation de centrales solaires photovoltaïques sur les bâtiments publics du Tube et du CLSH – Convention d’occupation du domaine public avec la société citoyenne ALOE*

Monsieur le Maire précise à l’assemblée délibérante que la société citoyenne ALOE a adressé à la commune une manifestation spontanée d’intérêt pour la mise à disposition des toitures de la salle de spectacle « Le Tube » et du futur centre de loisirs afin d’y installer des centrales solaires photovoltaïques.

Monsieur le Maire indique qu’ALOE est une société citoyenne créée le 27 mai 2021, animée par des bénévoles aux compétences complémentaires. Au 1er février 2022, elle regroupe 40 actionnaires et a vocation à en accueillir de nouveaux à l’occasion de chaque financement de projet. Son objet est la construction et l’exploitation de centrales de production électrique à partir d’énergies renouvelables, exclusivement à l’échelle du Pays Adour landes Océanes.

La société ALOE prévoit une première période de développement de la société (2021-2024) consacrée à l’installation et l’exploitation de 13 centrales solaires photovoltaïques. Chaque projet est l’occasion pour la société ALOE de mener des actions de sensibilisation à la sobriété et à l’efficacité énergétique. Sa volonté est de fédérer le maximum de citoyens sur chacun des projets. Le premier projet a été mis en œuvre sur la toiture de l’école de Josse, sa mise en service a eu lieu le 10 janvier 2022.

Après avoir effectué un avis de publicité dans un journal d’annonces légales et sur le site internet de la commune dans le courant du mois de février 2022, aucune autre proposition de ce type n’a été adressée en mairie.

Aussi, Monsieur le Maire propose au conseil municipal de mettre les toitures de la salle de spectacle du Tube et du futur centre de loisirs, à la disposition de la société ALOE.

Sur la toiture du Tube, il s’agirait d’installer une centrale solaire photovoltaïques de 100kwc, soit une surface d’environ 500 m², dont le coût environ 90 000 € HT serait pris en charge par ALOE. La production attendue est de 111 000 kWh.

Sur la toiture du futur CLSH, il s’agirait d’installer une centrale solaire photovoltaïques de 36kwc, soit une surface d’environ 180 m², dont le coût environ 35 000 € HT serait pris en charge par Aloe. La production électrique attendue est de l’ordre de 40 000 kWh.

Chacun de ces projets sera soumis au préalable à une étude technique qui permettra de s’assurer de leur faisabilité.

A noter qu’ALOE finance ces projets à l’aide de prêts bancaire, de subventions de la Région Nouvelle Aquitaine (5%), de la communauté de communes (MACS) et de la commune d’accueil du projet (10%), et de l’appel aux citoyens (10%).

En effet, chaque citoyen peut devenir actionnaire d’ALOE (valeur de l’action fixée à 50 €), et devenir ainsi acteur local de la transition énergétique.

La commune de Seignosse participerait par conséquent au financement de ces deux projets en achetant des actions de la société ALOE.

En contrepartie de ces mises à disposition des toitures publiques, la société ALOE verserait à la commune une redevance annuelle équivalente à 2 % des recettes de revente d’électricité. Le montant de la recette annuelle pour la commune est estimé à 287 €.

La durée de la convention de mise à disposition serait de 25 ans.

*Vu la présentation de ce projet en commission administration générale le 25 février 2022,*

*Vu le vote du Budget Primitif 2022 en séance du 7 mars 2022,*

Ayant entendu l’exposé du rapporteur ;

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, par 15 voix pour, 5 voix contre (Bernadette MAYLIE, Léa GRANGER, Eric LECERF, Juliane VILLACAMPA) et 7 abstentions (Quitterie HILDELBERT, Christophe RAILLARD, Lionel CAMBLANNE, Alain BUISSON, Sylvie CAILLAUX, Marie-Astrid ALLAIRE, Adeline MOINDROT).

Article 1 : APPROUVE le projet d’installation de centrales solaires photovoltaïques sur les bâtiments publics du Tube et du CLSH proposé par la société ALOE et autorise la société ALOE à effectuer les études techniques préalables nécessaires.

Article 2 : Autorise Monsieur le Maire à signer les conventions de mise à disposition des toitures de la salle de spectacle du Tube et du futur centre de loisirs, dès confirmation de la faisabilité technique du projet.

Article 3 : Autorise Monsieur le Maire à acheter des actions auprès de la société ALOE afin de participer au financement de ces centrales photovoltaïques, dans la limite des crédits prévus au budget au chapitre et article correspondants.

Délibération 21

*Objet : Demande de renouvellement de la convention de concession de plages naturelles à la commune de Seignosse.*

Monsieur le Maire rappelle que par délibération en date du 24 novembre 2014, le conseil municipal de la commune de Seignosse s’est prononcé favorablement sur le principe de prendre en charge la gestion du domaine public maritime de l’ensemble de son littoral.

Suite à une première demande formulée auprès des services de la DDTM en 2015, la commune de Seignosse a été autorisée à utiliser les dépendances du domaine public maritime de l’Etat dans les conditions prévues par convention annexée à l’arrêté préfectoral du 13 septembre 2016.

Cette concession a été accordée pour une durée de 6 ans.

Considérant l’attractivité touristique de ces concessions de plages, et l’activité économique qu’elles génèrent, tant sur les activités en lien direct avec l’océan (cours de surf, location de matériels de plage …), que sur les activités de buvette, snacking et/ou restauration,

Considérant les redevances perçues par la commune au titre de ces concessions (104 000 € en 2021),

Il est proposé au conseil municipal de solliciter le renouvellement de cette concession de plages naturelles dans les mêmes conditions, de nombre (17), de superficie, de durée (6 ans), et de type d’activités autorisées,

*Vu les articles L2124-4 et R2124-13 à R2124-38 du code général de la propriété des personnes publiques,*

*Vu les articles L321-9 et R321-4-1 et R123-1 à R123-23 du code de l’environnement,*

*Vu la présentation de ce projet en commission administration générale le 25 février 2022,*

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, à l’unanimité

Article 1 : APPROUVE la demande de renouvellement de la convention de concession de plages naturelles à la commune de Seignosse dans les conditions ci-dessus énumérées.

Article 2 : CHARGE Monsieur le Maire d’effectuer les démarches nécessaires auprès des services de l’Etat pour l’aboutissement de ce dossier.

Délibération 22

*Objet : Lancement de la procédure d’extension du cimetière communal.*

Monsieur le Maire indique à l’assemblée délibérante que la commune de Seignosse dispose d’un seul cimetière, situé en centre bourg, et agrandi une première fois en 2009.

A ce jour, les emplacements disponibles sont limités, et ce malgré la procédure de reprise de concessions initiée en 2019.

Aussi, il s’avère nécessaire de procéder à une extension du cimetière, sur la parcelle communale qui jouxte le cimetière actuel. Cette parcelle, cadastrée AA 225 d’une superficie de 3200 m², est classée en zone U (secteur à vocation d'équipements d'intérêt collectif et services publics) au PLUI.

En application des dispositions de l’article L2223-1 du code général des collectivités territoriales, dès lors que l’extension envisagée se situe dans une commune urbaine, à l’intérieur d’un périmètre d’agglomération, et à moins de 35 mètres des habitations, l’extension est soumise à une autorisation préfectorale.

Considérant que l’extension envisagée, répond aux 3 conditions cumulatives ci-dessus énumérées,

Considérant les délais nécessaires à la mise en œuvre d’une procédure d’extension du cimetière, laquelle va nécessiter des études, une enquête publique et l’avis du conseil départemental de l’environnement des risques sanitaires et technologiques (CODERST) et un arrêté préfectoral,

Il est proposé au conseil municipal d’autoriser le lancement de l’extension du cimetière communal,

*Vu la présentation de ce projet en commission administration générale le 25 février 2022,*

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, à l’unanimité

Article 1 : APPROUVE le lancement de la procédure d’extension du cimetière communal.

Article 2 : AUTORISE Monsieur le Maire à lancer toutes les opérations nécessaires à la validation et à la réalisation du projet d’extension du cimetière.

Article 3 : AUTORISE Monsieur le Maire à solliciter des aides financières, notamment auprès de l’Etat, au titre de la DETR.

Article 4 : AUTORISE Monsieur le Maire à lancer l’ouverture de l’enquête publique prévue par le code de l’environnement (article L123-1 et suivants).

Article 5 : AUTORISE Monsieur le maire à signer tous documents se rapportant à ce dossier.

Délibération 23

*Objet : Réalisation d’une piste cyclable sur une partie de la RD86 (projet participatif 2021) et d’un carrefour sécurisé au niveau du Pley et du camping Natureo : sollicitation d’un fond de concours auprès de la communauté de communes, et sollicitation de la délégation de maîtrise d’ouvrage au conseil départemental.*

Monsieur le Maire indique qu’afin de mettre en œuvre sa politique volontariste en matière d’aménagement cyclable, il a été étudié, avec le service voirie de la communauté de commune MACS, un schéma d’aménagement cyclable qui vient en complément des aménagements communautaires. Ainsi, un maillage secondaire dit « capillaire » a été pensé pour raccorder aux grandes pistes cyclables, les lotissement ou voies secondaires du bourg et du secteur océan.

La volonté étant de promouvoir la pratique du cycle tant en loisir qu’en trajet domicile/travail, avec des aménagements bien identifiés et sécurisés. Ce maillage d’environ 24kms se trouve réparti entre des voies communales et départementales.

D’autre part, en 2021, la municipalité a mis en place un budget participatif d’un montant de 30 000€ TTC. Le projet retenu consiste en la création d’une piste cyclable manquante sur l’avenue des Tucs (RD86) entre le giratoire du Golf (RD79) et le giratoire des Bourdaines sur l’avenue de Chambrelent (RD152). Cette portion de piste cyclable fait partie du maillage « capillaire » ci-dessus évoqué.

Il s’agit donc de réaliser un linéaire de piste cyclable d’environ 850m sur 3m de large.

En outre, la RD86 étant une artère de desserte importante, la municipalité souhaite mettre en œuvre un aménagement sécurisé du carrefour Pley/Naturéo. Aussi il est proposé de revoir la géométrie du carrefour, et de réaligner l’entrée/sortie de Naturéo avec l’avenue du Pley.

Ce carrefour pourra être rehaussé avec un plateau surélevé sur le RD86 permettant ainsi d’obliger les véhicules à ralentir au droit de cet aménagement.

Les travaux envisagés comprennent ainsi :

- La création de la piste cyclable

- Les aménagements de sécurité du carrefour entre la route des Tucs et l’avenue des Pley

Conformément à la définition de l’intérêt communautaire en matière de liaisons cyclables et de voirie, ces travaux de requalification relèvent de la compétence communale et sont donc réalisés sous maîtrise d’ouvrage de la commune.

Considérant que l’opération de requalification de la route des Tucs relève du maillage local défini dans le schéma cyclable, et contribue à l’amélioration du patrimoine mis à disposition de la Communauté de communes MACS au titre de sa compétence voirie, le versement d’un fonds de concours est prévu par la Communauté de communes à la commune.

Monsieur le Maire propose donc de solliciter la communauté de communes pour l’attribution d’un fond de concours.

En effet, en application du règlement financier du schéma cyclable et du règlement financier du PPI voirie auquel il se réfère pour les opération relevant du maillage local, et considérant que la commune de Seignosse contribue à la solidarité intercommunale au sein de MACS selon les critères inscrits dans le fonds d’investissement local (FIL), la participation financière de la Communauté de communes est définie à 50 % du montant hors taxe des travaux, plafonnés au coût des travaux pour des revêtements, tels que définis par MACS pour la voirie d’intérêt communautaire, sans pouvoir excéder la part du financement assurée, hors subvention, par la commune.

L’estimation totale de l’opération est de 150 000,00€ TTC.

Les dépenses éligibles au titre du PPI voirie s’élèvent 125 000,00 € HT, soit 150 000,00 € TTC.

Le plan de financement de l’opération, intégrant le traitement complet de l’emprise, est retracé dans le tableau ci-après :

|  |  |
| --- | --- |
| Total des dépenses éligibles HT | 125 000,00 |
| TVA | 25 000,00€ |
| Total des dépenses TTC | 150 000,00€ |
| Fonds de concours - MACS HT | 62 500,00 € |
| Autres financeurs | A communiquer par la commune le cas échéant |
| Financement communal y compris la TVA | 87 500,00 € |
| Total financement | 150 000,00 € |

Dans le cadre de cette opération, la participation financière définitive de la Communauté de communes sera arrêtée par référence au montant réel des dépenses, dans la limite d’une augmentation de 10 % par rapport au plan de financement ci-dessus.

En toute hypothèse, en application de l’article L. 1111-10 du code général des collectivités territoriales, le maître d’ouvrage assure une participation au financement de l’opération d’investissement d’au moins 20 % du montant total des financements apportés par des personnes publiques. Le total des financements apportés par des personnes publiques s’entend apport du maître d’ouvrage et fonds de concours inclus.

Le versement du fonds de concours par MACS interviendra pour chacune des phases selon les modalités suivantes :

• un acompte de 50 % à la transmission de l’ordre de service de démarrage des travaux ;

• le solde de 50 % trois (3) mois après la réception de travaux, à laquelle les services de MACS devront être associés, ainsi que la transmission du décompte général définitif, du procès-verbal de réception des travaux avec la levée de toutes les réserves et des dossiers des ouvrages exécutés (DOE).

Enfin, Monsieur le Maire précise que la réalisation de ce projet par la commune, nécessite un transfert de maîtrise d’ouvrage de la part du département, gestionnaire des voies concernées par ces travaux.

VU les statuts de la Communauté de communes Maremne Adour Côte-Sud, tels qu’annexés à l’arrêté préfectoral PR/DCPPAT/2022/ n° 25 en date du 9 février 2022 portant modification des statuts de la Communauté de communes Maremne Adour Côte-Sud ;

VU la délibération du conseil communautaire en date du 25 mars 2021 portant approbation du schéma cyclable de la communauté de communes, de son règlement financier et de la programmation 2021-2026;

CONSIDÉRANT les travaux de requalification de la route des Tucs à Seignosse, et le plan de financement prévisionnel correspondant ;

CONSIDÉRANT que ces travaux de requalification relèvent du maillage local du schéma cyclable de la communauté de communes ;

CONSIDÉRANT que ces travaux de requalification contribuent à l’amélioration du patrimoine mis à disposition de la Communauté de communes MACS au titre de sa compétence voirie d’intérêt communautaire ;

Vu les votes du budget primitif 2022 de la commune de Seignosse,

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, à l’unanimité

Article 1 : SOLLICITE l’attribution du fonds de concours par la Communauté de communes à la commune de Seignosse, d’un montant total prévisionnel de 62 500 € HT, pour la réalisation de l’opération de requalification de la route des Tucs à Seignosse sous maîtrise d’ouvrage communale, étant précisé que ce montant sera arrêté définitivement par référence au montant réel des dépenses dans la limite d’une augmentation de 10 % par rapport au plan de financement prévisionnel.

Article 2 : SOLLICITE la délégation de maîtrise d’ouvrage de la part du conseil départemental des Landes, afin d’entreprendre les études et la réalisation d’une piste cyclable sur une partie de la RD86 et d’un carrefour sécurisé au niveau du Pley et du camping Natureo.

Article 3 : AUTORISE Monsieur le Maire à signer les conventions correspondantes avec la communauté de communes et le conseil départemental, ainsi que tous actes nécessaires à l’aboutissement de ce dossier.

Article 3 : PRECISE que les crédits nécessaires à la réalisation de ces investissements sont prévus au BP 2022.

Délibération 24

*Objet :* *Délégation de compétences du conseil municipal au Maire : modification de la délibération du 4 juin 2020.*

Monsieur le Maire rappelle à l’assemblée délibérante que par délibération en date du 4 juin 2020, en application des dispositions de l’article L2122-21 du code général des collectivités locales, et afin d’assurer le bon fonctionnement des affaires municipales, certaines compétences du conseil municipal lui ont été déléguées ;

Ces compétences du conseil municipal déléguées à Monsieur le Maire, ont été énumérées,

Il est notamment prévu concernant les marchés publics que Monsieur le Maire est chargé  :

*« 4° De prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres ainsi que toute décision concernant leurs avenants, pour les travaux, fournitures et services passés selon la procédure adaptée prévue à l’article 26 du code des marchés publics, et lorsque les crédits sont inscrits au budget. Le seuil applicable aux marchés de travaux est celui des fournitures et des services; »*

Il résulte de cette disposition que Monsieur le Maire ne peut prendre de décisions que pour des marchés de travaux, fournitures et services passés selon la procédure adaptée, dont le montant est inférieur à 215 000 €.

Or le seuil de passation des marchés de travaux en procédure adaptée est à ce jour fixé à 5 382 000 €.

Compte tenu que plusieurs marchés de travaux qui vont devoir être passés pour la réalisation des différents projets communaux à venir, afin de ne pas générer de retard dans les procédures d’attribution, il est proposé de relever le montant des marchés de travaux que le Monsieur le Maire serait autorisé à passer par délégation du conseil municipal, tout en restant dans les limites des crédits inscrits au budget.

Ainsi le point 4 de la délibération du 4 juin 2020 portant délégation de compétences du conseil municipal au Maire serait ainsi modifié :

*4° De prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres ainsi que toute décision concernant leurs avenants, pour les marchés de travaux, fournitures et services passés selon la procédure adaptée définie à l’article L 2123-1 du code de la commande publique, et lorsque les crédits sont inscrits au budget.*

Les autres compétences du conseil municipal déléguées à Monsieur le maire par délibération du 4 juin 2020 restent inchangées.

*Vu la présentation de ce projet en commission administration générale le 25 février 2022,*

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, avec :

* 1 abstention (Eric LECERF)
* 4 votes contre (Bernadette MAYLIE, Léa GRANGER, Juliane VILLACAMPA et Rémy MULLER)
* 21 voix pour

Article 1 : APPROUVE la modification de la délibération portant délégation de compétences du conseil municipal au Maire en date du 4 juin 2020, en ce qui concerne la délégation de compétences relatives aux marchés publics.

Article 2 : REPREND ci-dessous l’ensemble des délégations de compétences accordées à Monsieur le Maire :

1° D'arrêter et modifier l'affectation des propriétés communales utilisées par les services publics municipaux ;

2° De fixer, dans la limite déterminée par le conseil municipal soit 30 000 € maximum, les tarifs des droits de voirie, de stationnement, de dépôt temporaire sur les voies et autres lieux publics et, d'une manière générale, des droits prévus au profit de la commune qui n'ont pas un caractère fiscal ;

3° De procéder, dans la limite fixée par le conseil municipal soit le crédit global qu’il fixe lors du vote de chaque budget principal et budgets annexes, à la réalisation des emprunts destinés au financement des investissements prévus par le budget, et aux opérations financières utiles à la gestion des emprunts, y compris les opérations de couvertures des risques de taux et de change ainsi que de prendre les décisions mentionnées au III de l'article L. 1618-2 et au a de l'article L. 2221-5-1, sous réserve des dispositions du c de ce même article, et de passer à cet effet les actes nécessaires ;

4° De prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres ainsi que toute décision concernant leurs avenants, pour les marchés de travaux, fournitures et services passés selon la procédure adaptée définie à l’article L 2123-1 du code de la commande publique, et lorsque les crédits sont inscrits au budget.

5° De décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans ;

6° De passer les contrats d'assurance ainsi que d'accepter les indemnités de sinistre y afférentes ;

7° De créer les régies comptables nécessaires au fonctionnement des services municipaux ;

8° De prononcer la délivrance et la reprise des concessions dans les cimetières ;

9° D'accepter les dons et legs qui ne sont grevés ni de conditions ni de charges ;

10° De décider l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 4 600 euros ;

11° De fixer les rémunérations et de régler les frais et honoraires des avocats, notaires, huissiers de justice et experts ;

12° De fixer, dans les limites de l'estimation des services fiscaux (domaines), le montant des offres de la commune à notifier aux expropriés et de répondre à leurs demandes ;

13° De décider de la création de classes dans les établissements d'enseignement ;

14° De fixer les reprises d'alignement en application d'un document d'urbanisme ;

15° D'exercer, au nom de la commune, les droits de préemption définis par le code de l'urbanisme, que la commune en soit titulaire ou délégataire, de déléguer l'exercice de ces droits à l'occasion de l'aliénation d'un bien selon les dispositions prévues au premier alinéa de l'article L. 213-3 de ce même code dans les conditions que fixe le conseil municipal soit à concurrence d’un montant maximal de 350 000 €;

16° D'intenter au nom de la commune les actions en justice ou de défendre la commune dans les actions intentées contre elle, dans les cas définis par le conseil municipal, à savoir :

• actions contentieuses concernant ou découlant directement de l’application d’une ou plusieurs décisions du Maire prises sur délégation du conseil municipal au sens de la présente délibération. Et ce tant au fond qu’en référé, devant les juridictions civiles, administratives, commerciales ou pénales, tant en dernier ressort qu’en premier ressort et à charge d’appel, à l’exception, en pareille matière, des pourvois devant la Cour de Cassation ou le Conseil d’Etat qui restant de la compétence du conseil municipal ;

• pour les actions relevant, hors les cas prévus ci-dessus, d’une procédure d’urgence ou de référé devant les juridictions de l’ordre administratif ou judiciaire, à l’exception, en pareille matière, des décisions de pourvois devant la Cour de Cassation ou le Conseil d’Etat qui restent de la compétence du conseil municipal ;

La présente délégation ne préjuge pas des pouvoirs contentieux du Maire dans le cadre de ses pouvoirs propres de police administrative ou judiciaire ;

17° De régler les conséquences dommageables des accidents dans lesquels sont impliqués des véhicules municipaux dans la limite fixée par le conseil municipal soit 30 000 € maximum;

18° De donner, en application de l'article L. 324-1 du code de l'urbanisme, l'avis de la commune préalablement aux opérations menées par un établissement public foncier local ;

19° De signer la convention prévue par le quatrième alinéa de l'article L. 311-4 du code de l'urbanisme précisant les conditions dans lesquelles un constructeur participe au coût d'équipement d'une zone d'aménagement concerté et de signer la convention prévue par le troisième alinéa de l'article L. 332-11-2 du même code précisant les conditions dans lesquelles un propriétaire peut verser la participation pour voirie et réseaux ;

20° De réaliser les lignes de trésorerie sur la base d'un montant maximum autorisé par le conseil municipal soit 300 000 € maximum;

21° D'exercer au nom de la commune le droit de priorité défini aux articles L. 240-1 à L. 240-3 du code de l'urbanisme ;

22° D'autoriser, au nom de la commune, le renouvellement de l'adhésion aux associations dont elle est membre.

23° De prendre les décisions mentionnées aux articles L. 523-4 et L. 523-5 du code du patrimoine relatives à la réalisation de diagnostics d'archéologie préventive prescrits pour les opérations d'aménagement ou de travaux sur le territoire de la commune ;

24° D'autoriser, au nom de la commune, le renouvellement de l'adhésion aux associations dont elle est membre ;

25° D'exercer, au nom de la commune, le droit d'expropriation pour cause d'utilité publique prévu au troisième alinéa de l'article L. 151-37 du code rural et de la pêche maritime en vue de l'exécution des travaux nécessaires à la constitution d'aires intermédiaires de stockage de bois dans les zones de montagne ;

26° De demander à tout organisme financeur, dans les conditions fixées par le conseil municipal, l'attribution de subventions ;

27° De procéder, dans les limites fixées par le conseil municipal, au dépôt des demandes d'autorisations d'urbanisme relatives à la démolition, à la transformation ou à l'édification des biens municipaux

28° D'exercer, au nom de la commune, le droit prévu au I de l'article 10 de la loi n° 75-1351 du 31 décembre 1975 relative à la protection des occupants de locaux à usage d'habitation

29° D'ouvrir et d'organiser la participation du public par voie électronique prévue au I de l'article L. 123-19 du code de l'environnement.

Délibération 25

*Objet : lancement de la 2ème édition du budget participatif*

Le budget participatif est un dispositif qui permet de soumettre aux voix des Seignossais une partie des dépenses d'investissement de la commune visant à la réalisation de projets d'intérêt général.

C’est le 2ème budget participatif lancé sur la commune.

Les objectifs étant de :

* Ouvrir un espace de démocratie directe et participative, donnant la capacité aux habitants d'orienter une part des ressources publiques
* Permettre aux habitants de s'impliquer dans la vie de leur commune et d'exprimer leurs priorités par la proposition de projets soumis au vote
* Créer du lien entre les habitants à travers le débat et la co-construction de projets fédérateurs.

*VU le code général des collectivités territoriales ;*

*Considérant que la commune est dans une démarche participative ;*

Après avoir entendu l’exposé du rapporteur,

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, par 20 voix pour et 6 abstentions (Christophe RAILLARD, Lionel CAMBLANNE, Alain BUISSON, Sylvie CAILLAUX, Marie-Astrid ALLAIRE, Adeline MOINDROT)

DECIDE

Article 1 : de donner un avis favorable au lancement de la seconde édition du budget participatif ;

Article 2 : de valider le nouveau règlement élaboré pour la mise en place du budget participatif ;

Article 3 : d’autoriser M. le maire à intervenir à la signature de tous documents, permettant la mise en place de ce dispositif

Délibération 26

*Objet : Modification des commissions municipales Culture – Animations – Tourisme et Transition écologique.*

Monsieur le Maire rappelle que par les commissions municipales ont été créées par délibération du conseil municipal en date du 4 juin 2020.

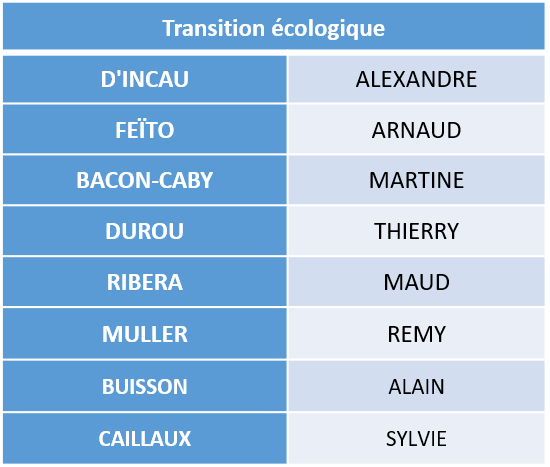
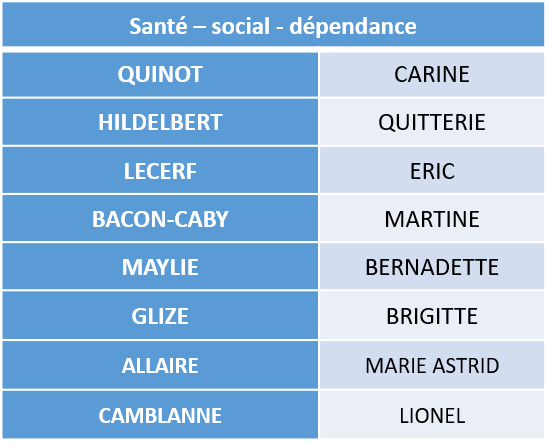
Leur composition est conforme aux dispositions de l’article L 2121-22 du CGCT, à savoir qu’elle respecte le principe de la représentation proportionnelle pour permettre l’expression pluraliste des élus au sein de l’assemblée communale.

Considérant la démission de M. Feito Arnaud de ses fonctions de conseiller municipal, et son remplacement au sein de l’assemblée délibérante par Mme Coline Coureau,

Considérant la démission de M. Durou Thierry de ses fonctions de conseiller municipal, et son remplacement au sein de l’assemblée délibérante par M. Jérémie ELAN,

Il est proposé au conseil municipal d’acter la modification de la composition des deux commissions municipales Culture – Animations – Tourisme et Transition écologique comme suit :

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
|  |  |  |  |
| *Culture – Animations – Tourisme* | | | |
| Rang | Titre | Nom Prénom | |
| 1 | MME | CASTAING-TONNEAU | VALERIE |
| 2 | M | LAMBERT | FRANCK |
| 3 | M | DARRATS | FREDERIC |
| 4 | MME | GRANGER | LEA |
| 5 | MME | COUREAU | COLINE |
| 6 | M | ELAN | JEREMIE |
| 7 | M | RAILLARD | CHRISTOPHE |
| 8 | MME | ALLAIRE | MARIE-ASTRID |
|  |  |  |  |
| *Transition écologique – vie participative* | | | |
| Rang | Titre | Nom Prénom | |
| 1 | M | D'INCAU | ALEXANDRE |
| 2 | MME | COUREAU | COLINE |
| 3 | MME | BACON-CABY | MARTINE |
| 4 | M | ELAN | JEREMIE |
| 5 | MME | RIBERA | MAUD |
| 6 | M | MULLER | REMY |
| 7 | M | BUISSON | ALAIN |
| 8 | MME | CAILLAUX | SYLVIE |



Après en avoir délibéré, le conseil municipal, à l’unanimité :

Article 1 : ACTE la modification de la composition des deux commissions municipales Culture – Animations – Tourisme et Transition écologique comme ci-dessus mentionnée.

Article 2 : PRECISE que la composition des autres commissions municipales instituées par délibération du 4 juin 2020 reste inchangée.

Délibération 27

OBJET : REFORME DES RYTHMES SCOLAIRES

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le code de l’éducation ;

VU la loi n°82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU le décret n° 2013-77 du 24 janvier 2013 relatif à l'organisation du temps scolaire dans les écoles maternelles et élémentaires ;

VU le décret n° 2013-707 du 2 août 2013 relatif au projet éducatif territorial et portant expérimentation relative à l’encadrement des enfants scolarisés bénéficiant d’activités périscolaires ;

VU le décret n° 2014-457 du 7 mai 2014 portant autorisation d’expérimentations relatives à l’organisation des rythmes scolaires dans les écoles maternelles et élémentaires ;

VU le décret n° 2016-1051 du 1er août 2016 relatif au projet éducatif territorial

VU le décret n° 2017-1108 du 27 juin 2017 relatif aux dérogations à l’organisation de la semaine scolaire dans les écoles maternelles et élémentaires publiques ;

VU la commission enfance jeunesse et écoles réunie le 25 janvier 2022,

CONSIDERANT que courant janvier 2022, un questionnaire a été transmis aux familles afin de recueillir leur avis sur l’organisation de la future semaine scolaire à la prochaine rentrée des classes, que sur 270 familles, 81% se sont exprimées, que 55% des familles se sont prononcées pour l’organisation d’une semaine scolaire à 4 jours contre 40% pour une semaine scolaire à 4,5 jours et 5% qui n’ont pas souhaité s’exprimer ;

CONSIDERANT que le Conseil d’école qui s’est réuni le 9/02/2022 pour l’occasion, a voté une organisation de la semaine scolaire sur 4 jours pour la rentrée 2022 avec les horaires scolaires suivants pour les lundis, mardis, jeudis et vendredis :

* Ecole des 2 étangs :
* Matin : 8h50 à 11h50
* Après-midi : 13h20 à 16h20
* Ecole le Grand chêne
* Matin : 9h à 12h
* Après-midi : 13h30 à 16h30

CONSIDERANT que le partage des voix au sein du Conseil d’école était le suivant :

* Etaient pour l’organisation d’une semaine scolaire de 4 jours : 16 voix
* Etaient pour l’organisation d’une semaine scolaire de 4,5 jours : 3 voix
* Ne se sont pas prononcés : 5 voix

CONSIDERANT que le retour à la semaine scolaire de 4 jours aura pour conséquence les évolutions suivantes :

* L’école du Grand Chêne aura un décalage de 10 minutes par rapport à l’école des 2 Etangs.
* Il n’y aura plus d’école le mercredi matin à la prochaine rentrée scolaire.
* Les temps d’activités périscolaires (TAP) seront supprimés à la prochaine rentrée.
* Le transport scolaire sera maintenu les jours d’école avant les cours le matin et à la fin des cours l’après-midi.
* Il n’y aura pas de transport les mercredis.
* L’accueil de loisirs aura lieu toute la journée les mercredis et sera payant.
* Un projet de demande de subventions relatives au plan mercredi qui vise à améliorer la qualité et la diversité des activités, sera déposé.

CONSIDERANT que la demande de dérogation pour revenir à la semaine scolaire de 4 jours à la rentrée 2022, doit être transmise début mars au plus tard, au directeur académique des services de l’Education nationale,

Ayant entendu l’exposé du rapporteur,

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal, avec 24 voix pour et 2 abstentions (Rémy MULLER et Juliane VILLACAMPA) :

DECIDE

Article 1 : DE VALIDER l’organisation de la semaine scolaire à 4 jours dès la rentrée 2022, ainsi que les horaires des écoles telle que présentées.

Article 2 : D’AUTORISER le Maire à signer tout document s’y afférent.

Article 3 : D’AUTORISER le Maire à signer tous documents et toutes demandes de subventions et de financements à venir dans le cadre du plan mercredi.

Article 4 : Monsieur le Maire est chargé de notifier cette décision aux services préfectoraux ainsi qu’à Monsieur le Percepteur et de faire appliquer la présente délibération par les services concernés.

L’ordre du jour est épuisé à 21h00.